



Les Etats-Unis planifient un renforcement militaire dans le Golfe persique pour compenser le retrait de l'Irak

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 04 novembre 2011

[wsws.org](#) 4 novembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [IRAK](#)

Le gouvernement Obama et le Pentagone planifient un renforcement considérable des moyens militaires dans le Golfe persique pour compenser le retrait des troupes de l'Irak et se préparer à de nouvelles guerres dans la région.

Les responsables, les diplomates et les commandants américains cités dans un article publié dimanche par le New York Times ont indiqué que de nouveaux déploiements pourraient inclure le stationnement de brigades de combat au Koweït, de l'autre côté de la frontière de l'Irak à une distance permettant facilement de frapper l'Iran et d'« envoyer dans la région davantage de bâtiments de guerre par les eaux internationales. »

L'existence de ces projets a émergé après l'annonce faite par le président Barack Obama le 21 octobre que toutes les forces américaines occupant l'Irak seront retirées du pays avant la fin de cette année.

Alors que le gouvernement Obama et ses apologistes présentent ce projet de retrait comme la réalisation des promesses de campagne du président démocrate concernant la fin de la guerre en Irak, et même comme un tournant vers la paix dans la région, en fait il n'en est rien.

En fait, la date d'échéance du retrait en décembre 2011 avait été fixée par le gouvernement Bush dans un Status of Forces Agreement (un accord sur le statut des forces, SOFA) négocié en 2008 avec le régime de Bagdad soutenu par les Etats-Unis. Les deux gouvernements de Bush et d'Obama, aux côtés de leur gouvernement clientéliste de Bagdad ont cherché à négocier un nouvel accord qui aurait permis que jusque 20.000 forces américaines demeurent dans le pays, enregistrés comme « formateurs » et « conseillers. »

Ces négociations ont toutefois échoué en raison de l'incapacité du régime irakien à obtenir une approbation parlementaire pour l'immunité juridique des troupes américaines exigées par le Pentagone. Compte tenu de la colère profonde ressentie par le peuple irakien contre les crimes de guerres atroces commis par les forces américaines et la perte de plus d'un million de vies irakiennes depuis l'invasion de 2003, aucun parti irakien majeur n'est prêt à associer son nom à un soutien à l'impunité de l'armée américaine.

Dans les coulisses, les négociations se poursuivent entre Washington et le gouvernement irakien au sujet du maintien de troupes américaines pour les forces de sécurité irakiennes.

Tom Donilon, conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, a rencontré samedi à Washington son homologue irakien Falah al-Fayyath pour discuter de la façon dont ces liens vont être maintenus après le retrait planifié. Selon une déclaration de la Maison Blanche, les deux responsables « ont réaffirmé la vision commune d'un profond partenariat élargi entre les Etats-Unis et l'Irak comme prévu dans le Strategic Framework Agreement (accord cadre stratégique). »

Le porte-parole de la Maison Blanche a ajouté que les deux responsables « étaient déterminés à développer des mécanismes supplémentaires pour l'établissement d'un dialogue stratégique continu entre les Etats-Unis et l'Irak. »

Washington n'abandonne en aucun cas sa tentative de dominer l'Irak. Ils projettent de laisser là-bas une force de quelque 5.500 employés de sécurité privés en tant qu'armée de mercenaires contrôlée par le Département d'Etat américain, ainsi que quelque 16.000 civils employés par le gouvernement américain et basés dans la plus grande ambassade américaine du monde.

Un rapport publié dimanche par l'Inspecteur général spécial américain pour la reconstruction de l'Irak (Special Inspector General for Iraq Reconstruction, SIGIR) cite le chef d'état-major de l'armée irakienne, le lieutenant général Babaker Zebari, disant que les forces de sécurité irakiennes n'auront pas la capacité « sans l'aide de partenaires internationaux » de défendre l'espace aérien et les frontières du pays jusqu'à l'horizon 2020 à 2024. Manifestement, l'implication est que les Etats-Unis resteront la force militaire dominante en Irak bien après la date limite du retrait, et ce au moyen essentiellement d'une puissance aérienne.

Néanmoins, les plans d'urgence révélés dimanche par le Times indiquent que Washington se prépare à une guerre bien plus vaste dans la région après le retrait des troupes d'Irak.

De nouveaux objectifs pour une agression américaine comprennent à la fois la Syrie et l'Iran. La déclaration faite par le président Barack Obama après le meurtre sordide le 20 octobre du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi contenait une menace à peine voilée que la Syrie se trouvait dans la ligne de mire des Etats-Unis et de l'OTAN pour une opération de changement de régime identique à celle menée en Libye.

Le sérieux accordé à ces menaces par le régime syrien a été reflété dans une interview de Bashar al-Assad publiée dimanche par le journal britannique Telegraph. Le président syrien a averti qu'une intervention occidentale en Syrie provoquerait un « séisme » qui ébranlerait la région et menacerait de déclencher des « dizaines d'Afghanistan. »

Les Nations unies ont estimé que jusqu'à 3.000 Syriens sont morts dans les troubles qui ont balayé une grande partie du pays depuis mars dernier. Le gouvernement syrien a affirmé que 1.100 soldats et policiers ont été tués lors des affrontements avec les tireurs antigouvernementaux.

Prendre la Syrie pour cible d'agression représenterait le prélude à une guerre encore plus vaste contre l'Iran que Washington considère comme l'un de ses principaux rivaux dans les deux régions stratégiques riches en énergie du Golfe persique et de l'Asie centrale. Après avoir échoué dans deux guerres extrêmement sanglantes et coûteuses au cours de cette dernière décennie - en Afghanistan et en Irak - pour préserver sa domination dans ces régions, l'impérialisme américain n'abandonnera en aucun cas ses objectifs prédateurs.

L'échec de ces deux guerres ne fait que créer une impulsion plus forte encore pour une troisième guerre, contre l'Iran cette fois.

Washington est en train de poursuivre une stratégie d'escalade de provocations contre le régime iranien et qui s'est exprimée tout dernièrement dans sa tentative de faire croire à un « complot terroriste » extrêmement improbable qui impliquerait Téhéran dans une conspiration visant à passer un contrat avec un gang de trafiquants de drogue mexicain pour le meurtre de l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis. Dans le même temps, des diplomates américains parcouraient l'Europe en vue d'obtenir du soutien pour l'imposition de sanctions contre la banque centrale de l'Iran, soit embargo économique hâtif qui constituerait un acte de guerre.

« Gardant l'oeil sur la menace d'un Iran belligérant, le gouvernement cherche aussi à élargir ses liens militaires avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Gulf Cooperation Council, GCC) - l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman, » rapporte le Times. Il ajoute que la Maison Blanche et le Pentagone « essaient de développer une nouvelle 'architecture sécuritaire' pour le Golfe persique qui intégrerait des patrouilles aériennes et navales et une défense antimissiles. »

En d'autres termes, Washington tente de rabibocher une alliance anti iranienne et contre-révolutionnaire militaire fondée sur une coopération américaine avec les régimes monarchiques les plus réactionnaires de la région. Un tel pacte militaire viserait à éliminer tout nouveau soulèvement des masses arabes, comme l'avaient faits eux-mêmes les émirats du GCC à l'encontre des masses au Bahreïn, et à fournir une base à l'agression militaire des Etats-Unis contre l'Iran.

Selon l'article du Times, ces préparatifs sont déjà bien avancés et les résultats des négociations concernant l'effectif des forces de combat américaines qui seront déployées au Koweït « seront disponibles dans les jours à venir. »

Il ne fait pas de doute qu'une préoccupation majeure de Washington est la stabilité de ces Etats alliés du Golfe même. L'Arabie saoudite, clé de voûte de la stratégie contrerévolutionnaire américaine dans la région, a elle aussi été ébranlée par des troubles survenus à l'Est du pays, dans sa province productrice de pétrole et à forte prédominance chiite. Un rapport inhabituellement franc de la monarchie située dans le désert a été affiché dernièrement sur Al Jazeera, indiquant que « la lignée de successeurs octogénaires » de la monarchie corrompue « rappelait les dernières années de l'Union soviétique, lorsqu'un dirigeant infirme succédait au précédent pour une brève période de règne inerte. »

Des aspects de politique interne aux Etats-Unis contribuent aussi au renforcement d'une nouvelle guerre. Obama a subi les feux de la critique des Républicains au sujet de l'annonce du retrait de l'Irak, les sénateurs républicains exigeant des audiences quant à ses implications. Et la menace d'une action militaire contre l'Irak est, à n'en pas douter, considérée au sein de l'aile droite du Parti démocrate comme un moyen efficace de contrer de telles critiques.

Mais ce qui est plus décisif toutefois, ce sont les inquiétudes au sujet des troubles sociaux grandissants aux Etats-Unis qui ont trouvé leur expression initiale dans les protestations Occupons Wall Street qui se sont déclenchées partout dans le pays. L'élite dirigeante américaine considère une nouvelle aventure militaire comme un moyen de détourner les conflits de classes qui s'intensifient au sein de l'Amérique même.

Article original, [WSWS](#), paru le 31 octobre 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca